Près de 8 Milliards d’euros ! Un livre estime les sommes que les Français versent aux idées progressistes chaque année via les ONG et institutions … sans le vouloir

03/05/2024 à 10h55



(…)

Vous pointez le rôle de l’État français dans la diffusion du progressisme – expliquant notamment que l’argent public est la première source de financement de ce progressisme (fraude sociale, dons défiscalisés, subventions publiques, etc.) – et vous évaluez le montant de la diffusion de ces idées progressistes à 7,8 milliards d’euros… Comment en êtes-vous arrivés à ce résultat ? Sur quoi se fondent vos calculs ?

Nous sommes, en effet, arrivés à la conclusion que le progressisme coûte 7,8 milliards d’euros chaque année, en France. Nous avons distingué trois grandes familles qui participent à la diffusion de ces idées à l’aide de l’argent public.

D’abord, celle des **groupes de pression,** c’est-à-dire les associations. Les villes de plus de 30.000 habitants leur allouent 1,2 milliard d’euros par an, et nous estimons que l’État leur verse annuellement 340 millions d’euros, au minimum.

Ensuite, la deuxième famille regroupe des corps d’État qui ont dévié de leur mission initiale et qui se sont mis à promouvoir l’idéologie progressiste : syndicats (180 millions de subventions et 1,8 milliard d’aides indirectes), France TV (2,5 milliards de dotation), aides à la presse (666 millions en 2020), cinéma (500 millions)… Parmi ces mastodontes de l’État, il y a aussi la Commission nationale consultative des droits de l’homme (CNCDH), le Haut conseil à l’égalité ou encore la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l’antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH).

Mais nous sommes allés plus loin en estimant la destruction de valeur par les idées progressistes que nous estimons à 441,3 millions d’euros par an ; voilà la dernière famille.

(…)

Certaines organisations, constatez-vous, dissimulent des activités politiques et vous préconisez d’appliquer les règles financières des partis politiques aux organisations qui se mêlent de politique. Lesquelles ?

Un parti politique ne peut recevoir un don supérieur à 7500 euros par personne. Aucune personne morale, entreprise ou association n’a non plus le droit de le financer. Tandis qu’une association classique de loi 1901 est déplafonnée. Et si un parti politique est dans l’obligation de publier ses comptes, une association qui ne le fait pas n’est pas sanctionnée. Son président peut tout de même l’être. Ainsi, de nombreuses organisations comme Oxfam, Médecins du Monde, l’Autre Cercle ou encore le Planning familial peuvent faire de la politique sans être soumis aux règles des partis

traditionnels.

(…)

Le Figaro

Quatrième de couverture :

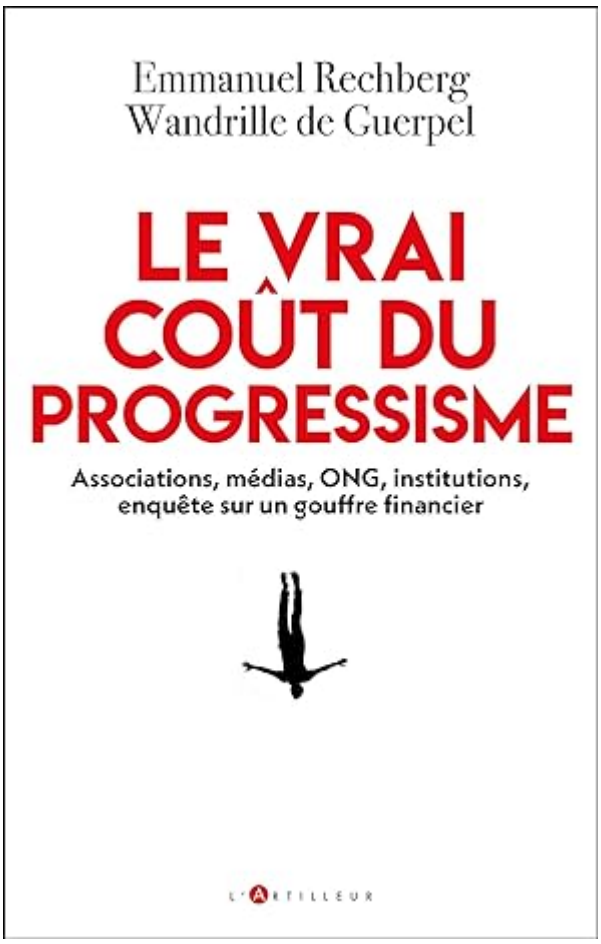
Extensions maximales des droits des minorités, promotion de nouveaux standards sexuels, wokisme et combat contre les cultures indigènes, égalitarisme sans frontières, les idées « progressistes » ne cessent de gagner du terrain dans les sociétés occidentales et en France en particulier.

Comment en est-on arrivé là ? Le progressisme ne s'est pas imposé par sa seule puissance. Il a été financé et l'est encore aujourd'hui, de manière exponentielle. De nombreuses personnes ont pour métier de propager et diffuser les idées progressistes. Elles sont, pour la plupart, payées à temps plein pour le faire. Cela coûte des milliards d'euros. Tout le monde sait qu'il existe des associations subventionnées qui se mêlent de politique. Mais personne ne sait combien d'argent et d'emplois tout cela représente. Et personne n'a regardé quels circuits ont été mis en place dans les domaines associatifs, politiques et bancaires.
Le sujet méritait une enquête. Elle est l'objet de ce livre.

Les auteurs ont passé deux ans à éplucher les comptes de dizaines d'entreprises, associations, commissions étatiques, instances de villes et de régions. Un travail considérable, unique en son genre. Chaque chiffre avancé est sourcé et les montants vérifiés.

Le résultat est sidérant. C'est le visage caché de la nouvelle politique.

Le livre est disponible sur AMAZON.



EN LIEN :

« L'asile, filière par excellence de l'immigration irrégulière » : Lecture par Michèle Tribalat du livre de Maxime Guimard sur l'immigration irrégulière (MàJ)

« Abattre l'Occident » : Sortie du nouveau livre de Douglas Murray (MàJ : "Salutaire et décapant" pour le Figaro)

« Surhommes et sous-hommes, valeur et destin de l'homme » : Julien Rochedy présente son nouveau livre

Justice : Un ancien juge d'instruction raconte l'histoire de la gauche judiciaire, d'Oswald Baudot au Syndicat de la Magistrature